

Unité Interdépartementale 25-70-90

Vesoul, le 16/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

FRANCHE COMTE RECYCLAGE (SASU)

Route de Montbozon (RD n°15)
Z.A. le Chaillaux
70190 Rioz

Références : UID257090/SPR/VIM/LL 2023 - 0616A

Code AIOT : 0005903670

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2023 dans l'établissement FRANCHE COMTE RECYCLAGE (SASU) implanté Route de Montbozon (RD n°15) Z.A. le Chaillaux 70190 Rioz. L'inspection a été annoncée le 24/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a été programmée pour l'année 2023 dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCHE COMTE RECYCLAGE (SASU)
- Route de Montbozon (RD n°15) Z.A. le Chaillaux 70190 Rioz
- Code AIOT : 0005903670
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SASU FRANCHE COMTE RECYCLAGE exploite des installations de gestion de déchets sur le site de Rioz depuis 2008 sous le régime de l'autorisation (arrêté préfectoral DRIRE/I/2008 n°3258 du 28 novembre 2008), centrées essentiellement sur les activités de transit/regroupement/tri de déchets métalliques relevant de la rubrique 2713 de la nomenclature des ICPE, avec une capacité de stockage occupant une surface de 9 000 m², associées à des activités de découpe/cisaillement de ferrailles.

Selon les informations communiquées par l'exploitant au cours de la présente visite :

- l'adresse du siège, située anciennement 19 rue La Roseraie à Devecey, a changé depuis 2016 ; la nouvelle adresse est située sur les lieux du présent établissement, route de Montbozon à Rioz, sur la zone artisanale de Chaillaux (cf. la copie de l'extrait Kbis de la société daté du 14/04/2023 remise en main propre à l'inspection des ICPE) ;
- 4 personnes travaillent sur le site : le président, 1 secrétaire, 2 employés ;
- périmètre d'intervention pour la collecte des déchets :
 - * auprès des professionnels (artisans, industries, travaux temporaires de démolition, nettoyages de printemps, vidage de maison, collectivités, collèges, etc.) : environ 25 km autour de Rioz (jusqu'à Vesoul, Besançon, et Baume-les-Dames) ;
 - * particuliers : environ 10 km autour de Rioz (avec quelques clients venant de Besançon) ;
- principaux exutoires pour les déchets sortants du site en vue de leur recyclage :
 - * déchets banals : C2T et BBCI ;
 - * métaux : aciéries ; la SASU FRANCHE COMTE RECYCLAGE fait appel à un négociant pour trouver ses clients, concernant ce secteur d'activité spécifique ;
- la SASU FRANCHE COMTE RECYCLAGE (établissement de petite dimension) cherche à se différencier des grands groupes spécialisés dans les activités de gestion des déchets (gestion de gros volumes de déchets) en travaillant sur la qualité du tri et des déchets à recycler (en acierie), au détriment de la quantité ;
- l'exploitant déclare qu'aucune cuve de stockage de fioul n'a été mise en place (il était question d'une cuve de 1 500 l, dans le dossier de demande d'autorisation de 2007) ;
- pour les travaux de découpe de la ferraille au chalumeau, 2 bouteilles de propane et 4 bouteilles d'oxygène sont stockées sur le site (appareillage mobile), et sont renouvelées au besoin en fonction des flux de découpe quotidiens.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la situation administrative de l'établissement, et des activités de gestion de déchets,
- la prévention des risques chroniques (pollution des sols et des eaux de surface, et nuisances sonores),
- la prévention des risques accidentels (confinement des pollutions accidentelles, accès au site).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 1.2.1 et 1.2.2	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
3	Activités de collecte/transport/négoce/courage de déchets	Code de l'environnement du 17/12/2010, article L. 541-8, R. 541-50, et R. 541-55	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
5	Gestion des entrées/sorties	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-7 et R. 541-7	/	Mise en demeure, déchets	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Garanties financières	Code de l'environnement du 22/08/2021, article L. 516-1 et R. 516-1-5°	/	Sans objet
4	Dossier ICPE	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 2.6	/	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 4.3.8	/	Sans objet
7	Valeurs limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 6.2.1 et 6.2.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 4.2.5	/	Sans objet
9	Capacité de confinement	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 7.5.6	/	Sans objet
10	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 7.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

11 non-conformités ont été constatées au cours de la présente visite, concernant les thématiques suivantes : les installations autorisées (régularisation à officialiser concernant les modifications constatées en 2016, gestion de déchets dangereux sans autorisation), la déclaration des activités de collecte/transport/négoce/courtage des déchets, la constitution du dossier ICPE, la gestion des entrées/sorties de déchets (registre, admission de déchets dangereux), le respect des valeurs limites d'émission des rejets aqueux et celles relatives au bruit, l'isolement des réseaux d'assainissement, la capacité de confinement, la clôture du site.

L'inspection des ICPE propose de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation administrative d'activités qu'il exerce de manière illégale (délits) :

* soit par le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation relatif aux activités d'exploitation d'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, et par la déclaration des activités de collecte/transport/négoce/courtage des déchets ;

* soit par la cessation de ses activités.

En outre, l'inspection des ICPE demande à l'exploitant des compléments d'informations concernant les garanties financières susceptibles de s'appliquer au présent établissement.

Par ailleurs, l'inspection des ICPE a relevé les observations suivantes, qui n'ont pas fait l'objet de contrôles particuliers au cours de la présente visite (hors programme de la visite d'inspection), mais qui pourront le faire à l'occasion d'une prochaine visite qui pourra avoir lieu prochainement pour vérifier le traitement des non-conformités :

- une partie du bâtiment principal (appentis fermé situé au nord du bâtiment situé sur la parcelle n°AK30, prévu initialement pour le stockage des hydrocarbures de type huiles et fioul) n'a pas été visitée car son entrée était difficilement accessible, fortement encombrée par des déchets devant la porte principale ;

- la fermeture du débourbeur-déshuileur situé au coin Nord-Est de la parcelle n°AK30 est assurée par une simple plaque de tôle posée dessus (absence de couvercle) ;

- sur la partie en extension (parcelle n°AK21) :

* des déchets de ferrailles en vrac (tas de dimensions imposantes) sont entreposés à même le sol (absence de dispositif d'étanchéité/imperméabilisation du sol) ;

- cette portion du site ne dispose ni d'un dispositif de collecte des eaux de ruissellement, ni d'un réseau d'assainissement, ni d'un dispositif de traitement des rejets ;

- des dépôts de plusieurs m³ de déchets d'équipements électriques et électroniques (moteurs électriques, câbles électriques, etc.), de déchets provenant de véhicules hors d'usages (moteurs, radiateurs, batteries, etc.) y sont entreposés ; toutefois, les quantités constatées lors de la visite sont a priori inférieures aux seuils de classement au titre des rubriques 2711 et 2712 de la nomenclature des ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 1.2.1 et 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Installations autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE (mise à jour des rubriques sur la base des informations figurant dans le rapport d'inspection du 06/10/2016)</p> <ul style="list-style-type: none"> - rubrique 2713-1 – Enregistrement : installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ferreux et non ferreux, avec une capacité de stockage occupant une surface de 9 000 m² ; - rubrique 2714-2 – Déclaration : installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, avec une capacité de stockage de 200 m³ ; - rubrique 2791-2 – Déclaration, soumis au contrôle périodique : installation de traitement de déchets non dangereux, avec une capacité de traitement de déchets métalliques de 9 t/j (découpe au chalumeau, cisaille-presse). <p>Article 1.2.2 – Situation de l'établissement</p> <p>L'installation autorisée est située sur la commune de Rioz, parcelle cadastrale n°AK30, sur une superficie de 5 400 m².</p> <p>Article L. 181-14 du code de l'environnement (créé par l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017, modifié par l'ordonnance n°2020-7 du 6 janvier 2020)</p> <p>[...] toute modification notable [...] est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale [...]</p> <p>Article R. 181-46 du code de l'environnement (créé par le décret n°2017-81 du 26 janvier 2017, modifié par le décret n°2019-1352 du 12 décembre 2019, puis par le décret n°2020-1168 du 24 septembre 2020, puis par le décret n°2021-1000 du 30 juillet 2021)</p> <p>[...] Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre [...] doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]</p> <p>Constats : La mise à jour des rubriques a été établie sur la base des informations figurant dans le rapport d'inspection du 06/10/2016. Ce rapport mentionne un courrier de l'exploitant daté du 07/10/2016 présentant les modifications concernant la liste des installations autorisées.</p>

Or, l'inspection des ICPE a cherché en vain ce courrier PAC dans les archives de l'Administration.

Au cours de la présente visite :

- l'exploitant n'est pas en mesure de présenter ce courrier PAC à l'inspection des ICPE ;
- il déclare cependant que :
 - * la mise à jour des rubriques effectuée en 2016 reste d'actualité ;
 - * le volume habituel des déchets banals relevant de la rubrique 2714 se situe plutôt à un niveau de l'ordre 100 m³ ;
 - * la quantité de déchets métalliques traitée (découpe au chalumeau, cisaillement : opérations relevant de la rubrique 2791) se situe à un niveau de l'ordre de 180 t en moyenne par mois, avec des fluctuations quotidiennes (jours de forte activité, jours de faible activité) ;
- l'exploitant précise le périmètre actuel du site : l'extension couvre la parcelle cadastrale n°AK21 voisine ;
- la zone de stockage des déchets métalliques en vrac comprend 2 parties :
 - * une première partie, située sur la portion Nord de la parcelle n°AK30 ; elle est dédiée au stockage déchets à trier, car ils peuvent contenir en mélange d'autres déchets, comme des pots de peinture, etc. ;
 - * une seconde partie, située dans le prolongement de la première partie, mais sur la parcelle n°AK21 ;
 - * une haie d'arbre sépare ces 2 parties ;
- l'inspection des ICPE constate que les capacités de stockage des déchets des installations relevant des rubriques 2713 (9 000 m²) et 2714 (200 m³) sont globalement respectées, notamment en prenant en compte les espaces boisés au sein de la surface globale des parcelles n°AK21 et 30 (12 000 m² environ), et en utilisant les vues aériennes sur le site geoportail ;
- l'inspection des ICPE constate la présence de plusieurs conteneurs remplis de batteries usagées de véhicules automobiles, entreposés à l'intérieur du bâtiment situé sur la parcelle n°AK21 ; vu le volume des conteneurs et le poids des batteries, la quantité de déchets observée est estimée à plus de 3 t.

Les batteries usagées étant des déchets dangereux, les activités exercées par l'exploitant concernant ce type de déchets sont soumises à autorisation au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature des ICPE : installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, la quantité de déchets dangereux présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t.

Or, l'exploitant ne dispose pas de l'autorisation d'exploiter ce type d'installation.

Non-conformité n°1

Les modifications apportées aux installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE doivent faire l'objet d'un document officiel établi par l'exploitant portant à la connaissance du préfet ces informations avec tous les éléments d'appréciation.

À ce titre, les seuls éléments actuellement en possession de l'inspection des ICPE sont les informations figurant dans le rapport d'inspection du 06/10/2016, à savoir la mise à jour des rubriques rappelée ci-avant.

En vue de régulariser sa situation administrative vis-à-vis de ces modifications, l'exploitant devra communiquer d'ici 1 mois à l'inspection des ICPE le courrier PAC du 07/10/2016. Sinon, il devra, d'ici 3 mois, déposer un nouveau dossier portant à la connaissance du préfet ces informations avec tous les éléments d'appréciation.

Non-conformité n°2

- exploitation, sans y être autorisé, d'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux : délit (en application des sanctions pénales fixées à l'article L. 173-1-I-3 du code de l'environnement).

L'inspection des ICPE propose de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation dans

un délai de 3 mois, soit en déposant une nouvelle demande d'autorisation pour exploiter ce type d'installation, soit en cessant ce type d'activités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/08/2021, article L. 516-1 et R. 516-1-5°
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article L. 516-1 du code de l'environnement (codifié par l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000, codifié par la loi n°2003-591 du 2 juillet 2003, modifié par la loi n°2021-1104 du 22 août 2021) La mise en activité [...] des installations définies par décret en conseil d'État présentant des risques importants de pollution ou d'accident, des carrières et des installations de stockage de déchets est subordonnée à la constitution de garanties financières. [...]</p> <p>Article R.516-1-5 du code de l'environnement (codifié par le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007, modifié par le décret n°2022-563 du 15 avril 2022) Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières [...] sont : [...] 5° Les installations soumises à autorisation [...] susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe la liste de ces installations [...]. [...], l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations mentionnées au 5° lorsque le montant de ces garanties financières [...] est inférieur à 100 000 €. [...]</p> <p>Article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié Les installations classées soumises à autorisation mentionnées au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement pour lesquelles l'obligation de constitution de garanties financières démarre au 1er juillet 2017 sont les installations listées en annexe II du présent arrêté.</p> <p>Annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié Les installations visées à l'article 2 du présent arrêté sont les installations relevant des rubriques de la nomenclature des ICPE suivantes : [...] - rubrique 2713 (pour le seuil de l'enregistrement)</p>
<p>Constats : Le présent établissement, relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique 2713, est susceptible d'être soumis à l'obligation de constitution de garanties financières (obligation qui ne s'applique pas lorsque le montant de ces garanties financières est inférieur à 100 000 €). Ce dispositif vise, après l'arrêt définitif d'une installation et afin d'éviter tout risque pour les</p>

<p>personnes et l'environnement, à permettre de réaliser les mesures de mise en sécurité dans des conditions satisfaisantes (retrait des déchets et/ou produits dangereux, élimination des risques d'incendie et d'explosion, clôture des installations, surveillance des milieux en cas de pollution avérée).</p> <p>Par courrier daté du 7 mai 2013, l'inspection des ICPE avait informé l'exploitant de cette obligation et lui avait demandé de transmettre une proposition détaillée de calcul du montant des garanties financières du présent établissement.</p> <p>L'inspection des ICPE n'a pas reçu à ce jour de réponse à cette demande.</p> <p>Au cours de la présente visite, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter de proposition détaillée de calcul du montant des garanties financières du présent établissement.</p> <p>Demande de compléments n°1</p> <p>L'exploitant devra communiquer d'ici 3 mois à l'inspection des ICPE une proposition détaillée de calcul du montant des garanties financières du présent établissement.</p> <p>(cf. l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines)</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Activités de collecte/transport/négoce/courtage de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/12/2010, article L. 541-8, R. 541-50, et R. 541-55
Thème(s) : Situation administrative, Prévention et gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article L. 541-8 du code de l'environnement (codifié par l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000, codifié par la loi n°2003-591 du 2 juillet 2003, modifié par l'ordonnance n°2010-1579 du 17 décembre 2010)</p> <p>La collecte, le transport, le courtage et le négoce de déchets sont, dans des conditions fixées par décret en conseil d'État, réglementés et soumis soit à autorisation de l'autorité administrative dès lors que les déchets présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés par la présente section, soit à déclaration s'ils ne présentent pas de tels dangers ou inconvénients.</p> <p>[...]</p> <p>Article R. 541-50 du code de l'environnement (codifié par le décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007, modifié par le décret n°2022-1495 du 24 novembre 2022)</p> <p>I. - Les personnes qui souhaitent exercer une activité de collecte ou de transport de déchets doivent déposer une déclaration auprès du préfet du département où se trouve leur siège social, s'il s'agit d'une personne morale, ou leur domicile, s'il s'agit d'une personne physique.</p> <p>[...]</p> <p>II. - Sont exemptés de cette obligation de déclaration :</p> <p>1° Les personnes qui transportent les déchets qu'elles produisent et qui sont soumises aux dispositions législatives du titre Ier du présent livre ;</p> <p>[...]</p>

Article R. 541-55 du code de l'environnement

(codifié par le décret 2007-1467 du 12 octobre 2007)

Les négociants et les courtiers de déchets doivent être déclarés pour l'exercice de leur activité auprès du préfet du département où se trouve leur siège social ou, à défaut, le domicile du déclarant.

Constats :

Au cours de la présente visite :

- l'exploitant confirme exercer des activités de collecte et de transport de déchets, ainsi que des activités de négoce et de courtage de déchets, pour les déchets qui sont traités au sein du présent établissement, comme cela figure dans son dossier de demande d'autorisation de 2007 ;
- il considère que l'arrêté d'autorisation (arrêté préfectoral DRIRE/I/2008 n°3258 du 28 novembre 2008) lui permet d'exercer ce type d'activités en toute légalité ;
- il remet en main propre à l'inspection des ICPE une copie d'une déclaration datée du 9 novembre 2018 établie au nom de la SASU FRANCHE COMTE RECYCLAGE ; ce document fait référence à l'arrêté d'autorisation précité et au décret n°98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et courtage de déchets ; par ce document, la SASU FRANCHE COMTE RECYCLAGE se déclare exemptée de l'obligation de déclaration relative à ce type d'activités en tant que producteur de déchets.

Rappelons tout d'abord que le décret n°98-679 du 30 juillet 1998 a été abrogé par le décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007.

Il ressort de l'examen des informations ci-avant que la SASU FRANCHE COMTE RECYCLAGE doit être considérée comme producteur de déchets. Les déchets qu'elle produit sont les produits de sortie des opérations de traitement réalisées au sein du présent établissement (activités relevant de l'autorisation délivrée en 2008) : regroupement, tri, découpe/cisaillement, et préparation en vue de leur réutilisation. À ce titre, elle est donc effectivement exemptée de l'obligation de déclaration relevant de l'article R. 541-50 du code de l'environnement.

Cependant, la SASU FRANCHE COMTE RECYCLAGE collecte et transporte des déchets dont elle n'est pas le producteur (produits d'entrée de l'établissement). Par conséquent, ce type d'activités relève de la déclaration en application de l'article R. 541-50 du code de l'environnement.

En conclusion, l'exploitant ne dispose ni de la déclaration pour les activités de collecte et de transport des déchets entrants au sein du présent établissement, ni de la déclaration pour les activités de négoce et de courtage des déchets gérés au sein du présent établissement.

Non-conformité n°3

- effectuer la collecte et le transport de déchets sans l'avoir déclaré : délit (en application des sanctions pénales fixées à l'article L. 541-46-I-5 du code de l'environnement)
 - effectuer des opérations de négoce et de courtage de déchets sans l'avoir déclaré : délit (en application des sanctions pénales fixées à l'article L. 541-46-I-5 du code de l'environnement)
- L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 2.6
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.6 de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008 et article 2.6 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dossier d'autorisation tenu à jour en fonction des modifications apportées à l'installation ; - les différents plans tenus à jour : <ul style="list-style-type: none"> * le plan général du site (bâtiments et installations) ; * le plan des réseaux d'eau (alimentation, collecte des effluents) ; * le plan de localisation des risques ; * le plan de localisation des moyens de lutte contre l'incendie ; - les pièces permettant de justifier de l'entretien régulier des installations de traitement des rejets aqueux (bordereaux de suivi des boues de curage du séparateur d'hydrocarbure) ; - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ; - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents [...] ; - les éléments justifiant la vérification des installations électriques ; - les informations concernant les produits dangereux présents sur le site (nature et quantité) ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la présente visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant n'est en mesure de présenter à l'inspection des ICPE aucun des documents devant composer le dossier ICPE, hormis le dossier de demande d'autorisation de 2007 et l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2008 ; - il déclare qu'il sera difficile de faire réaliser des mesures de bruit représentatives de l'activité menée sur le présent site, compte-tenu de l'irrégularité du travail qui y est effectué quotidiennement, et de son imprévisibilité. <p>Non-conformité n°4</p> <p>L'exploitant devra d'ici 3 mois, d'une part rassembler les documents devant composer le dossier ICPE du présent établissement, en prenant en compte les dernières modifications qui y ont été apportées (notamment extension sur la parcelle n°AK21), et d'autre part communiquer les pièces suivantes de ce dossier à l'inspection des ICPE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les différents plans tenus à jour : <ul style="list-style-type: none"> * le plan général du site (bâtiments et installations) ; * le plan des réseaux d'eau (alimentation, collecte des effluents) ; * le plan de localisation des risques ; * le plan de localisation des moyens de lutte contre l'incendie ; - les pièces permettant de justifier de l'entretien régulier des installations de traitement des rejets aqueux (bordereaux de suivi des boues de curage du séparateur d'hydrocarbure) sur les cinq dernières années ; - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ; - un extrait du registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents sur les cinq dernières années ; - les éléments justifiant la vérification des installations électriques sur les cinq dernières années ; - les informations concernant les produits dangereux présents sur le site (nature, quantité, fiches

de données de sécurité).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des entrées/sorties

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-7 et R. 541-7
Thème(s) : Situation administrative, Prévention et gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article L. 541-7 du code de l'environnement (codifié par l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000, codifié par la loi n°2003-591 du 2 juillet 2003, modifié par la loi n°2020-105 du 10 février 2020)</p> <p>I.-Les personnes qui produisent, importent, exportent, traitent, collectent, transportent ou se livrent à des opérations de courtage ou de négoce des déchets tiennent à disposition de l'autorité administrative toutes informations concernant :</p> <p>1° La quantité, la nature et l'origine des déchets qu'elles produisent, remettent à un tiers ou prennent en charge ;</p> <p>2° La quantité de produits et de matières issus de la préparation en vue de la réutilisation, du recyclage ou d'autres opérations de valorisation de ces déchets ;</p> <p>3° Et, s'il y a lieu, la destination, la fréquence de collecte, le moyen de transport et le mode de traitement ou d'élimination envisagé pour ces déchets.</p> <p>[...]</p> <p>Article R. 541-7 du code de l'environnement (codifié par le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007, modifié par le décret n°2021-321 du 25 mars 2021, déplacé par le décret n°2021-345 du 30 mars 2021)</p> <p>Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets.</p> <p>[...]</p> <p>Article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 – Admissibilité des déchets Seuls les déchets non dangereux sont admis [...]</p> <p>Article 7.2.2 de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 modifié – Registre des déchets entrants Pour chaque chargement, le registre des déchets entrants contient les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception ; - le nom et l'adresse du détenteur des déchets ; - la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - l'identité du transporteur des déchets ; - le numéro d'immatriculation du véhicule ; - l'opération subie par les déchets dans l'installation et le code correspondant.

Article 74.2 de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 modifié – Registre des déchets sortants
Pour chaque chargement, le registre des déchets et des produits issus du traitement des déchets contient les informations suivantes :

- la date de l'expédition ;
- le nom et l'adresse du repreneur ;
- la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- le cas échéant, la nature et la quantité de produits issus du traitement des déchets ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- le lieu de destination des déchets ou des produits issus du traitement des déchets.

Constats :

Au cours de la présente visite :

- l'exploitant explique succinctement le principe de gestion des entrées/sortie de déchets du présent établissement : passage du camion de transport par le pont de pesée ; enregistrement dans le même temps des informations relatives à l'événement sur un registre papier ; enregistrement dans un second temps de ces informations, après recoupement avec les bordereaux établis avec les clients, dans une base de données informatique utilisée pour facturer les prestations aux clients ;
- l'inspection des ICPE constate que le registre papier contient les informations suivantes : la date de l'évènement, le nom du client, la nature du déchet, la quantité (en poids ou volume), le numéro du bordereau d'enlèvement ou de livraison correspondant ;
- l'inspection des ICPE constate que la base de données de facturation contient les informations complémentaires suivantes : le n° SIREN et l'adresse de facturation du client ;
- l'inspection de l'ICPE demande à l'exploitant de lui présenter l'état des stocks présents actuellement sur le site, ainsi que le bilan des entrées/sorties sur 2023 ; l'exploitant n'est pas en mesure de répondre à cette demande ;
- l'inspection des ICPE constate la présence de plusieurs conteneurs remplis de batteries usagées de véhicules automobiles (déchets dangereux), entreposés à l'intérieur du bâtiment situé sur la parcelle n°AK21 (quantité estimée à plus de 3 t).

Il ressort de ces informations que :

- les données présentées par l'exploitant concernant la gestion des entrées/sorties de déchets sont incomplètes ; il manque en particulier : la caractérisation des déchets par leur code (selon la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement), l'identité du transporteur des déchets, le numéro d'immatriculation du véhicule, l'opération subie par les déchets dans l'installation et le code correspondant, le lieu de destination des déchets ou des produits issus du traitement des déchets ;
- l'exploitant n'a pas accès facilement aux données relatives à l'état des stocks et au bilan des entrées/sorties ;
- des déchets dangereux sont admis au sein de l'établissement, en quantité non négligeable, alors que cela est interdit.

Non-conformité n°5

L'exploitant devra, d'ici 3 mois :

- mettre en place un registre de gestion des entrées/sorties de déchets complets et performant, permettant notamment d'accéder facilement à l'état des stocks et au bilan des entrées/sorties ;
- communiquer à l'inspection des ICPE un état des stocks actualisé, ainsi que le bilan des entrées/sorties, par type de déchets, sur les 3 dernières années.

<p>Non-conformité n°6</p> <p>- conditions d'exploitation ne respectant pas les prescriptions fixées dans l'arrêté ministériel du 06/06/2018 en matière d'admission des déchets au sein du présent établissement : délit (en application des sanctions pénales fixées par l'article L. 541-46-I-8 du code de l'environnement)</p> <p>L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation dans un délai de 3 mois, comme cela a déjà été prévu ci-avant (cf. non-conformité n°2).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Valeurs limites d'émission des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2008, et article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, et article 5.7 de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 modifié</p> <p>Les rejets du site intervenant dans le milieu naturel doivent respecter au moins les valeurs limites et caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - $T^{\circ} < 30^{\circ} \text{C}$; - $5,5 < \text{pH} < 8,5$; - $\text{MEST} < 35 \text{ mg/l}$; - $\text{DCO} < 300 \text{ mg/l}$; - $\text{DBO5} < 100 \text{ mg/l}$; - Arsenic $< 0,025 \text{ mg/l}$, si le rejet dépasse $0,5 \text{ g/j}$; 1 mg/l, sinon ; - Cadmium $< 0,025 \text{ mg/l}$; - Chrome $< 0,1 \text{ mg/l}$; - Cuivre $< 0,15 \text{ mg/l}$, si le rejet dépasse 5 g/j ; - Mercure $< 0,025 \text{ mg/l}$; - Nickel $< 0,2 \text{ mg/l}$, si le rejet dépasse 5 g/j ; - Plomb $< 0,1 \text{ mg/l}$, si le rejet dépasse 5 g/j ; - Zinc $< 0,8 \text{ mg/l}$, si le rejet dépasse 20 g/j ; - Fluor $< 15 \text{ mg/l}$; - Indice phénols $< 0,3 \text{ mg/l}$; - Cyanure $< 0,1 \text{ mg/l}$; - Hydrocarbures totaux $< 5 \text{ mg/l}$; - Métaux totaux $< 15 \text{ mg/l}$; - Somme [Hydrocarbures aromatiques polycycliques + Benzo(a)pyrène + Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène + Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène] $< 0,025 \text{ mg/l}$; - Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) $< 1 \text{ mg/l}$.
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la présente visite, l'exploitant n'est en mesure de présenter aucun résultat de mesures sur les effluents. Par conséquent, l'inspection des ICPE ne peut vérifier que l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission des rejets aqueux.</p>

Non-conformité n°7 L'exploitant devra communiquer d'ici 3 mois à l'inspection des ICPE les résultats des mesures sur les effluents sur les cinq dernières années, comme cela a déjà été prévu ci-avant (cf. non-conformité n°4). L'implantation des points de mesure sera actualisée en prenant en compte les dernières modifications apportées au présent établissement (notamment extension sur la parcelle n°AK21).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Valeurs limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 6.2.1 et 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6.2.1 – Valeurs limites d'émergence</p> <p>Les émissions sonores engendrées par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 6 dB(A), en période diurne** avec un niveau de bruit ambiant* compris entre 35 et 45 dB(A), - 5 dB(A), en période diurne**, avec un niveau de bruit ambiant* supérieur à 45 dB(A), - 4 dB(A), en période nocturne***, avec un niveau de bruit ambiant* compris entre 35 et 45 dB(A), - 3 dB(A), en période nocturne***, avec un niveau de bruit ambiant* supérieur à 45 dB(A). <p>* existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</p> <p>** allant de 7H à 22H sauf dimanches et jours fériés</p> <p>*** allant de 22H à 7H ainsi que les dimanches et jours fériés</p> <p>Article 6.2.2 – Niveaux limites de bruit</p> <p>Les niveaux de bruit en limite de propriété de l'établissement, installations en fonctionnement, ne doivent pas dépasser les valeurs maximales suivantes aux emplacements repérés à l'annexe 1 du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Point n°1 : 42 dB(A), en période diurne** ; 33 dB(A), en période nocturne*** ; - Point n°2 : 47 dB(A), en période diurne** ; 42 dB(A), en période nocturne*** ; - Point n°3 : 47 dB(A), en période diurne** ; 44 dB(A), en période nocturne*** ; - Point n°4 : 48 dB(A), en période diurne** ; 34 dB(A), en période nocturne***.
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la présente visite, l'exploitant n'est en mesure de présenter aucun résultat de mesures sur le bruit. Par conséquent, l'inspection des ICPE ne peut vérifier que l'exploitant respecte les valeurs limites de bruit.</p> <p>Non-conformité n°8</p> <p>L'exploitant devra communiquer d'ici 3 mois à l'inspection des ICPE les résultats des mesures de bruit sur les cinq dernières années, comme cela a déjà été prévu ci-avant (cf. non-conformité n°4). L'implantation des points de mesure sera actualisée en prenant en compte les dernières modifications apportées au présent établissement (notamment extension sur la parcelle n°AK21).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 4.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Au cours de la présente visite : <ul style="list-style-type: none">- l'exploitant explique que, en sortie du débourbeur-déshuileur situé au coin Nord-Est de la parcelle n°AK30, les eaux partent dans un tuyau drainant posé le long du site (à l'intérieur) parallèle au bord Est de la parcelle n°AK30 ;- l'exploitant déclare que, à sa connaissance, aucun dispositif de coupure ne permet d'isoler les réseaux d'assainissement avec l'extérieur. Non-conformité n°9 L'exploitant devra d'ici 3 mois présenter à l'inspection des ICPE un programme d'actions permettant de lever cette non-conformité (mise en place d'un système permettant d'isoler les réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur). L'exploitant devra en particulier prendre en compte les dernières modifications apportées au présent établissement (notamment extension sur la parcelle n°AK21).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Capacité de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 7.5.6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont recueillies dans une capacité de confinement étanche aux produits collectés de 120 m ³ minimum. [...]
Constats : Au cours de la présente visite : <ul style="list-style-type: none">- l'exploitant explique que les opérations présentant les risques de pollution du milieu (sol, eaux de surface) les plus importants (découpe au chalumeau, cisaillement de la ferraille) sont exécutées sur la plateforme en béton (située sur la parcelle n°AK30) entourée d'un mur en forme de L de 2,5 m de haut, et que les eaux ruisselant sur cette plateforme sont collectées et envoyées pour traitement par le débourbeur-déshuileur (situé au coin Nord-Est de la parcelle n°AK30) ;- il déclare avoir en projet de faire installer un réseau de collecte des eaux et un 2ème débourbeur-déshuileur pour traiter les eaux de ruissellement de la zone d'extension du site (parcelle n°AK21).

<p>Non-conformité n°10</p> <p>L'exploitant devra d'ici 3 mois présenter à l'inspection des ICPE un programme d'actions permettant de lever cette non-conformité (mise en place d'une capacité de confinement étanche aux produits collectés). L'exploitant devra en particulier prendre en compte les dernières modifications apportées au présent établissement (notamment extension sur la parcelle n°AK21). Il devra par conséquent revoir la capacité de rétention du site, établie sur la base du guide technique D9A, et présenter des pièces (plans, notes de calcul) permettant de justifier d'un volume de confinement suffisant.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Accès et circulation dans l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2008, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Infrastructures et installations</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie, de sorte que toute personne étrangère ne puisse avoir libre accès aux installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la présente visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'inspection des ICPE constate la présence d'une clôture et d'un portail à ouverture automatique situé à l'entrée du site côté route de Montbozon (entrée Sud sur la parcelle n°AK30) ; ce dispositif permet de contrôler les entrées-sorties par ce portail, et le passage par le pont de pesée ; - l'inspection des ICPE constate par ailleurs l'absence de clôture du site sur le secteur situé à proximité du débourbeur-déshuileur (coin Nord-Est de la parcelle n°AK30) ; - l'exploitant déclare que la partie en extension (parcelle n°AK21) ne dispose d'aucune clôture sur son pourtour. <p>Non-conformité n°11</p> <p>L'exploitant devra d'ici 3 mois présenter à l'inspection des ICPE un programme d'actions permettant de lever cette non-conformité (clôture de l'ensemble du site).</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>